



Ministère du Travail

Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI
ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SOUS-DIRECTION DES PARCOURS D'ACCES A L'EMPLOI
14 AVENUE DUQUESNE
75350 PARIS 07 SP

Mission pour l'accès des jeunes à l'emploi
Affaire suivie par : Simon Chapiro
Mél : simon.chapiro@emploi.gouv.fr
Téléphone : 01 44 38 31 56

COMMISSARIAT GENERAL A L'EGALITE DES TERRITOIRES
DIRECTION DE LA VILLE ET DE LA COHESION URBAINE
SOUS-DIRECTION DU RENOUVELLEMENT URBAIN, DU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI
20 AVENUE DE SEGUR
75007 PARIS

Bureau du développement économique et de l'emploi
Dossier suivi par : Malika Khelifati
Mél. : malika.khelifati@cget.gouv.fr
Téléphone : 01 85 58 60 77

N/Réf. : D-19-031502

Le délégué général à l'emploi et à la
formation professionnelle
et
Le commissaire général à l'égalité des
territoires

à

Mesdames et Messieurs les préfets de
région

Mesdames et Messieurs les directeurs
régionaux des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi (DIRECCTE)

Mesdames et Messieurs les directeurs
des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi
(DIECCTE) des départements et région
d'outre-mer

Mesdames et Messieurs les directeurs
régionaux de la jeunesse, des sports et de
la cohésion sociale (DRJSCS)

INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE n° DGEFP/MAJE/CGET/2019/251 du 16 décembre 2019
relative à la mise en œuvre des conventions pluriannuelles d'objectifs des E2C.

Date d'application : immédiate

NOR : MTRD1935095J

Classement thématique : emploi/chômage

Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : L'Etat représenté par la DGEFP et le CGET a élaboré une nouvelle instruction de mise en œuvre des conventions pluriannuelles d'objectifs pour la période 2019/2022. A travers elle, l'Etat réaffirme son engagement vis-à-vis des écoles et attend en retour une performance et une efficience accrue évaluée par des grilles d'indicateurs renouvelées. Parallèlement, il est également attendu de poursuivre et d'accroître le travail collaboratif avec l'ensemble des partenaires et acteurs de l'insertion.

Mention Outre-mer : le texte s'applique en l'état dans ces territoires.

Mots-clés : Convention pluriannuelle d'objectifs - Ecoles de la deuxième chance.

Textes de référence :

- Article L. 214-14 du code de l'éducation (Loi n° 2007-297 du 05 mars 2007) ;
- Décret d'application n° 2007-1756 du 13 décembre 2007 relatif aux Écoles de la 2^{ème} chance.

Instruction abrogée : INSTRUCTION N° DGEFP/MIJ/CGET/2016/35 du 10 février 2016 relative à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) entre l'Etat représenté par les DIRECCTE et les DRJSCS et les Ecoles de la deuxième chance.

Annexes :

- Annexe 1 : Les priorités de l'Etat vis-à-vis de l'offre de service des Ecoles de la 2^{ème} chance ;
- Annexe 2 : Le financement, le pilotage et la performance des E2C ;
- Annexe 3 : Outil de déclinaison des axes stratégiques ;
- Annexe 4 : Maquette des indicateurs de suivi et de performance des E2C ;
- Annexe 5 : Parcours type d'un stagiaire E2C ;
- Annexe 6 : Guide et définition des indicateurs ;
- Annexe 7 : Glossaire.

L'insertion sociale et professionnelle des jeunes les plus vulnérables est au cœur des enjeux de transformation portés par le Gouvernement pour une société de compétences et posés dans les orientations nationales issues de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, dans la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et dans le Plan d'investissement dans les compétences (PIC).

Les écoles de la deuxième chance (E2C) en tant qu'acteur reconnu de l'insertion sociale et professionnelle ont, dans ce contexte, un rôle majeur dans la mise en œuvre de ces orientations stratégiques, au service de l'inclusion des jeunes.

La présente instruction constitue le cadre d'application des conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO), support contractuel pour le financement et la mobilisation de l'offre de service des E2C.

Cette nouvelle génération de CPO est l'occasion de définir un nouveau cadre de pilotage et de performance des E2C tout en conservant les acquis des précédentes générations.

La présente instruction vise donc à :

- fixer les règles de financement des E2C, en cohérence avec celles des autres financeurs, et préciser les dispositions spécifiques liées aux créations de nouvelles structures dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences ;
- déterminer un nouveau cadre de pilotage et de performance des E2C par le biais d'une grille d'indicateurs renouvelée et recentrée sur le parcours du jeune en E2C depuis sa prescription par un partenaire jusqu'à sa sortie d'accompagnement ;
- fixer des objectifs chiffrés au niveau national entre la DGEFP et le CGET d'une part et le Réseau E2C France d'autre part permettant ainsi de présenter les attendus partagés de l'Etat envers les E2C. Ces cibles seront par la suite déclinées au niveau de chaque E2C à l'occasion des dialogues de gestion avec vos services en tenant compte du contexte local et des spécificités de votre territoire.

Ces conventions seront mises en œuvre au niveau territorial par les DI(R)ECCTE et les DR(D)JSCS, sous votre responsabilité.

Je compte sur votre pleine mobilisation.

Le délégué général à l'emploi
et à la formation professionnelle,



Bruno LUCAS

Le commissaire général
à l'égalité des territoires,



François-Antoine MARIANI

ANNEXE 1

Les priorités de l'Etat vis-à-vis de l'offre de service des Écoles de la 2^e chance

La présente annexe expose les axes prioritaires et les attentes de l'Etat vis à vis des écoles de la deuxième chance pour la période de contractualisation 2019-2022. Ces axes se traduisent par des objectifs opérationnels présentés dans l'annexe 4 et ont vocation à être déclinés au niveau de chaque E2C par les services de l'Etat, à l'occasion des dialogues de gestion annuels, au moyen du tableau de pilotage présenté dans l'annexe 3.

1- Une mobilisation rapide des jeunes notamment les plus vulnérables dans un parcours d'accompagnement en E2C adapté à leurs besoins

a. Recruter les jeunes les plus en difficulté y compris ceux hors des radars des acteurs de l'insertion sociale et professionnelle

Les missions locales sont un partenaire historique et privilégié des E2C. Un accord cadre a ainsi été signé entre le réseau des missions locales et le réseau des E2C le 26 septembre 2019 afin de pérenniser et développer ce partenariat. Il conviendra donc de s'assurer d'un haut niveau de collaboration entre l'E2C et la ou les missions locales du territoire.

Toutefois, les E2C ont, comme l'ensemble des acteurs de l'insertion, un rôle primordial dans « l'identification » et le recrutement des jeunes les plus éloignés de l'emploi et des structures d'accompagnement. Ainsi chaque E2C doit développer une démarche proactive y compris « hors les murs » pour mobiliser et recruter les jeunes les plus vulnérables, et plus particulièrement ceux résidant dans les quartiers prioritaires de la Ville (QPV).

Les appels à projet territoriaux « *repérer et mobiliser les publics invisibles* », dont les actions sont actuellement en cours de déploiement et la mise en œuvre de l'obligation de formation visent un changement d'échelle vis-à-vis de cette problématique. Les E2C doivent être au cœur des actions portées dans ce cadre en rejoignant des partenariats locaux (acteurs de la formation initiale, de l'action éducative, du sport, de la justice, de la politique de la ville etc.) afin d'être acteur, par le biais de leur offre de service, d'une mobilisation collective de l'ensemble des partenaires essentielle à l'accompagnement de jeunes vers une insertion sociale et professionnelle.

Au regard des caractéristiques de leur offre de service, les E2C devront contribuer, à partir de la rentrée scolaire 2020, à la mise en œuvre de l'obligation de formation en constituant une solution pour les 16-18 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation initiale ou professionnelle, en service civique ou bénéficiaires d'un dispositif d'accompagnement ou d'insertion professionnelle.

Aussi, si ce cœur de cible du dispositif est aujourd'hui atteint par les écoles de la deuxième chance, l'objectif est d'aujourd'hui de poursuivre les efforts en direction des publics les moins qualifiés. Ainsi, il est attendu que le cumul des jeunes de niveau infra 3 et 3 non validé ne soit pas en deçà de 85 % du total des jeunes accueillis. En parallèle, afin de se concentrer sur les plus bas niveaux, vous porterez une attention à ce que la catégorie infra 3 corresponde au moins à 60 % du total de jeunes.

Il conviendra également de continuer à porter une attention particulière aux publics particulièrement fragiles que sont les jeunes en situation de handicap, les jeunes étrangers primo-arrivants, ceux sortant de l'aide sociale à l'enfance ou encore ceux sans domicile fixe.

Enfin, les E2C ont jusqu'à présent veillé à la parité femme-homme dans l'accueil des jeunes. Ces caractéristiques doivent être maintenues et encouragées.

b. Développer l'action des E2C à destination des jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

L'accès à l'emploi est un enjeu majeur pour les QPV ; il constitue la manifestation la plus criante des inégalités avec l'environnement urbain :

- les QPV rassemblent 8 % de la population, mais 17 % de la demande d'emploi faiblement qualifiée (niveau inférieur au bac) ;
- à diplôme égal, le taux de chômage est 2,5 fois supérieur à celui de l'environnement urbain ;
- un jeune sur trois résidant dans le quartier a un niveau inférieur au BEP-CAP ;
- 30 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (12 % dans l'environnement urbain).

Dans le cadre de l'instruction du 30 juillet 2019, relative aux équipes territorialisées de la réussite républicaine, la ministre de la Ville a rappelé la priorité de l'insertion professionnelle des habitants des QPV au côté de l'éducation. Les E2C développent un service à l'articulation de ces deux champs thématiques, conduisant à confirmer l'objectif cible de 40% de bénéficiaires résidant dans les QPV. Le développement de nouvelles écoles ou sites doit par conséquent être examiné en tenant compte de cet objectif.

c. Engager une démarche de réduction des délais d'entrée en accompagnement pour une mise en dynamique rapide des parcours

En amont du parcours d'accompagnement en E2C, différentes phases se succèdent :

- 1- La phase de recrutement du stagiaire : celle-ci passe généralement par une information collective et un entretien individuel permettant d'identifier les motivations du candidat et son éligibilité à un parcours. Cette phase d'une durée moyenne d'un mois (variable selon les cas) devra être questionnée afin d'optimiser les démarches d'intégration et ainsi limiter les déperditions de candidats.
- 2- Une fois entré au sein de la structure, le stagiaire réalise une période de diagnostic et d'intégration, d'une durée actuellement comprise entre 4 et 6 semaines. Le risque de rupture sur cette étape reste particulièrement important (21 % des sorties d'une année). Les E2C devront veiller à réduire ce taux et devront engager une réflexion sur la durée de cette étape afin de permettre une entrée en accompagnement plus rapide et ainsi limiter le taux de départs avant engagement.

Si les différents diagnostics lors de la phase d'intégration sont nécessaires afin de prévenir les risques d'abandon pendant le parcours d'accompagnement, il convient d'amorcer les travaux au sein de chaque E2C en lien avec les partenaires pour rendre plus rapide et plus fluide les entrées en accompagnement notamment pour les mineurs ne respectant pas l'obligation de formation.

En effet, la capacité des E2C à garantir des entrées permanentes au sein de ses structures contribue fortement aujourd'hui à fluidifier les parcours des jeunes. Cependant, une démarche de réduction de la période préalable à l'engagement jeune doit être engagée afin de s'inscrire pleinement dans l'objectif global de construction de parcours sans rupture adaptés aux besoins des jeunes.

A cet égard, il convient de garantir que le principe d'entrée et de sortie permanentes est bien respecté dans l'ensemble des écoles du réseau.

d. Contribuer à la fluidité des parcours par la « transférabilité » des diagnostics

La période de « diagnostic » en E2C est aujourd'hui particulièrement riche et conséquente. Aussi, dans le cadre d'une démarche de type « dites-le nous une fois » pour le jeune, la capitalisation et la transférabilité des informations recueillies lors des diagnostics réalisés par l'E2C doivent être organisées et partagées entre les acteurs afin d'éviter les réitérations de la part du jeune, fluidifier le déroulement des parcours et ainsi diminuer les risques de renonciation avant l'entrée en accompagnement.

De la même façon, il convient que chaque E2C se rapproche de ses partenaires afin d'organiser la récupération des informations recueillies à l'occasion des éventuels diagnostics déjà réalisés afin de faciliter et optimiser les démarches effectuées lors de la période d'intégration et de diagnostic. Par ailleurs, les E2C pourront bénéficier de la transmission de diagnostics de leurs partenaires et devront s'assurer de la transférabilité de leurs propres diagnostics.

2- Une offre de service des E2C qui doit contribuer à la fluidité des parcours des jeunes en faveur du développement des compétences et de l'insertion dans l'emploi

a. Garantir la continuité des parcours et limiter les ruptures

La nouvelle version de tableau de bord des E2C (annexe 4) permettra une vision exhaustive des différentes étapes d'un parcours du jeune depuis la prescription par un partenaire (ou sa candidature spontanée) jusqu'à la fin de son accompagnement « post-parcours ».

Cette vision doit permettre d'identifier, pour chaque E2C, les étapes pendant lesquelles certains jeunes arrêtent leur parcours (entre la prescription et le premier entretien, après l'entretien, avant l'engagement...) afin d'y apporter les actions correctrices nécessaires.

Si toutes les étapes ne relèvent pas de la « responsabilité » propre de l'E2C comme notamment le nombre de prescriptions, elle éclaire néanmoins sur l'environnement de la structure et la qualité de ses partenariats. Pour exemple, un taux de chute important entre le nombre de candidats prescrits par un partenaire et le taux d'intégration de ces jeunes à l'E2C pourrait indiquer que les jeunes prescrits par le partenaire n'ont pas le profil adéquat pour intégrer l'E2C et nécessiterait donc de retravailler avec celui-ci sur le profil des jeunes attendus par les E2C au regard de leur offre de service.

Afin de garantir un accompagnement aux jeunes notamment mineurs orientés vers l'E2C, l'accent doit être mis sur une forte réduction du taux de départ avant engagement (21 % en 2018) et un accroissement du taux d'intégration des stagiaires accueillis en E2C.

b. Garantir un haut niveau d'insertion des stagiaires E2C

L'accès à l'emploi durable et à la formation qualifiante des stagiaires demeure la principale finalité des E2C. En 2018, 51 % des jeunes accompagnés par une E2C en sont sortis en situation de « sortie positive ». Un accompagnement post-parcours est réalisé pendant 12 mois afin de conforter les situations positives ou d'accompagner les stagiaires sortis sans solution vers un emploi ou une formation.

Les E2C doivent ainsi poursuivre leur démarche d'amélioration continue de leur pratique afin d'accroître leur capacité à accompagner des jeunes vers des solutions d'insertion durable notamment par le développement des compétences. A ce titre, vous incitez les écoles à formaliser leurs bonnes pratiques en termes pédagogiques, d'accompagnement ou de partenariats et à les faire connaître au Réseau des E2C France ainsi qu'aux autres structures via la plate-forme collaborative dédiée à cet effet.

Parallèlement, si la préparation à l'insertion constitue un enjeu fort, l'apprentissage de la citoyenneté et des valeurs de la République est essentiel dans la mesure où il conduit à l'engagement dans la vie sociale et professionnelle. Vous inviterez les écoles à multiplier et à poursuivre les actions et initiatives en ce sens.

Enfin, alors même que l'alternance est au cœur du concept des écoles de la deuxième chance et que cette modalité fait l'objet de priorités politiques, les E2C ont vocation à s'engager dans cette dynamique. Ainsi, un objectif de progression des sorties positives en contrat d'alternance est proposé sur 3 ans, pour atteindre 15 % en 2022.

3- Développer les capacités d'accueil du réseau des écoles dans un cadre financier maîtrisé

a) Créer 2 000 parcours supplémentaires d'ici 2022

Dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), l'Etat participe au financement du développement de nouvelles capacités d'accueil des écoles sur la période 2019-2022 avec la création, à horizon 2022, de 2 000 parcours supplémentaires dans les E2C. Ainsi, le nombre de jeunes accompagnés en E2C passerait de 15 000 jeunes en 2018 à 17 000 en 2022.

Le développement de ces capacités d'accueil passe par l'ouverture de nouveaux sites ou écoles dans des territoires actuellement non couverts ou par l'extension de capacité d'accueil dans des structures existantes. Dans ce cadre, les services territoriaux de l'Etat, et notamment les DRJSCS, sont mobilisés pour identifier, avec leurs partenaires, les projets de développement émergents et d'en expertiser la faisabilité et l'opportunité au regard de l'offre déjà disponible sur le territoire. Une attention particulière est portée à l'identification de sites à proximité de QPV, afin d'accompagner la poursuite de l'atteinte de l'objectif (40 % au niveau national). Vous veillerez à informer régulièrement la DGEFP et le Réseau E2C France des projets de développement dont vous aurez connaissance.

Le Réseau E2C participe également à faire émerger de nouveaux projets et à les accompagner tout au long du processus de labellisation afin d'atteindre l'objectif de progression porté par le PIC.

b) Déployer l'approche par compétences dans l'ensemble des écoles du réseau

Le PIC prend également à sa charge le financement de la mise en œuvre d'une nouvelle approche pédagogique au sein des écoles de la deuxième chance : l'approche par compétences.

La mise en œuvre de l'approche par compétences nécessite la formation de l'ensemble des équipes pédagogiques des E2C afin de mettre en application un nouveau référentiel de compétences prenant en compte, outre la dimension professionnelle, les dimensions personnelle, sociale et citoyenne. Par ailleurs, cette approche vise à optimiser l'insertion sociale, citoyenne et professionnelle des stagiaires en maximisant l'efficacité de l'attestation de fin de formation : l'attestation de compétences acquises (ACA).

Le Réseau E2C, chargé du déploiement de cette approche, devra s'assurer du respect du calendrier de déploiement et du budget alloué dans le cadre du PIC.

c) Maintenir les coûts d'accompagnement et optimiser les ressources propres.

Durant la dernière période de conventionnement, les E2C ont su, malgré une légère augmentation, maîtriser leur coût moyen d'accompagnement (5 340 euros en 2018 contre 5 119 euros en 2016). Ce coût doit se maintenir à niveau, voire être réduit, tout en préservant la qualité de l'accompagnement.

L'ouverture des nouveaux parcours dans des structures existantes ou de nouveaux sites doit également être l'occasion d'explorer les pistes d'économies envisageables au sein de chaque structure.

Parallèlement, la collecte de la taxe d'apprentissage n'a que légèrement augmenté passant de 4,3 M€ en 2016 à 4,5 M€ en 2018 alors même que le réseau a connu d'importants développements tant du point de vue du nombre de jeunes que du nombre de sites/écoles. La nouvelle période devra donc être l'occasion de mettre l'accent sur la collecte de cette ressource.

ANNEXE 2

Le financement, le pilotage et la performance des E2C

1. Le financement des E2C

Conformément aux ambitions mentionnées dans l'annexe 1, l'Etat réaffirme son engagement financier auprès des Ecoles de la deuxième chance (E2C), tant pour le financement des places existantes que pour le développement de nouvelles structures. Cet engagement a pour objectif d'optimiser le maillage territorial des E2C et de permettre aux jeunes, notamment NEET, de pouvoir bénéficier de cette solution d'insertion sociale et professionnelle.

Pour la nouvelle période de conventionnement, il convient donc de distinguer le financement « classique » des parcours E2C dans les structures déjà existantes des ouvertures de nouveaux sites ou écoles financées par le Plan d'investissement dans les compétences (PIC) mobilisable jusqu'en 2022.

1.1 Le cadre général de financement des E2C

Pour la nouvelle CPO 2019-2022, l'intervention générale de l'Etat en faveur des E2C se déroulera dans les mêmes conditions que dans les précédentes générations de CPO, à savoir :

- la contribution de l'Etat s'inscrit dans une logique de partenariat avec les collectivités territoriales (conseils régionaux et autres collectivités) et par voie de conséquence de co-financement y compris par la mobilisation, le cas échéant, du Fond social européen (FSE) ;
- l'Etat n'a pas, seul, la main sur la création de nouvelles structures ou sur le maintien d'une structure existante. Il en résulte que la participation de l'Etat vient toujours en complément de financements existants et ne doit pas dépasser le tiers du budget de fonctionnement (hors rémunération des stagiaires, aide au démarrage et investissement) de l'école ;
- les subventions de l'Etat n'ont pas vocation à venir compenser le désengagement des autres financeurs ;
- les subventions de l'Etat ne peuvent bénéficier qu'aux structures labellisées ou engagées dans le processus de labélisation.

Parallèlement, les services devront mettre en place un financement à la performance de minimum +/- 10 % (voir ci-après).

Pour ce qui est des financements de l'Etat, ils sont de deux natures :

Les subventions versées par le ministère de la ville sur le programme 147 :

Les E2C sont habituellement financées sur le programme 147 :

- une aide au fonctionnement pour les écoles labellisées qui est proportionnelle à l'engagement des écoles à accueillir des jeunes habitant les quartiers prioritaires. Cette aide est fixée depuis plusieurs années de manière forfaitaire à 625 € par jeune accueilli ; cette aide concerne les écoles et les sites dont la création a précédé l'année 2019, dans la limite d'un plafond national de 175 000 € ;
- pour les nouvelles structures, sites ou écoles, créées depuis 2019 dans le cadre du PIC, le financement se fera par le seul ministère en charge de l'emploi.

Les subventions versées par le ministère en charge de l'emploi sur le programme 102 « Accès et retour à l'emploi » :

Celles-ci portent sur le fonctionnement des E2C pour accompagner l'effort d'insertion professionnelle des écoles. Le montant de cette subvention est calculé annuellement en fonction du nombre de jeunes accompagnés par l'E2C et sur la base d'un coût de référence : le coût par jeunes accueillis de l'année n-1.

Pour information, ce coût en 2018 était de 5 340 euros. La subvention attachée au programme 102 à vocation à prendre en charge le tiers maximum de ce coût de référence tout en respectant le plafond d'1/3 de financement de la part Etat (programme 147 + programme 102).

1.2 Le financement des nouvelles structures dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC)

Dans le cadre du PIC, 2 000 parcours supplémentaires seront financés sur la période 2019-2022 par le développement de nouvelles capacités d'accueil dans les E2C¹ (+14 %). Le développement de nouvelles places passera par la création de nouvelles structures, mais aussi par l'augmentation du nombre de places pour les structures préexistantes.

Afin de garantir la pérennité des structures ouvertes dans ce cadre, les nouvelles écoles doivent être créées sur le même schéma de co-financement que les autres structures, avec pour maximum un tiers du financement total à la charge de l'Etat et deux tiers à la charge des autres financeurs notamment les régions. Les régions, par ailleurs, doivent assurer le financement de la rémunération des stagiaires.

Pour ces nouvelles structures (sites ou écoles) ou le financement du développement de nouvelles places dans des E2C déjà existantes, le ministère en charge de l'emploi prendra à sa charge, l'intégralité des coûts d'accompagnement assumés par l'Etat (habituellement répartis entre le CGET et la DGEFP) ainsi que les aides au démarrage (100 000 euros pour la création d'une nouvelle école et 50 000 euros pour la création d'un site). Le reste du coût de ces parcours supplémentaires devra être financé par d'autres moyens que ceux de l'Etat (collectivités locales, FSE, taxe d'apprentissage, etc.).

Il vous appartiendra de vous assurer, en lien avec vos partenaires, de la pertinence de la création de nouveaux sites par les conseils régionaux, au regard de l'offre déjà existante sur le territoire et des besoins des publics concernés notamment ceux des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Enfin, en lien avec la DGEFP, le CGET et le Réseau E2C France, vous vous assurerez de la diffusion du cahier des charges et du guide de labellisation ainsi que de l'engagement des structures dans le processus de labellisation jusqu'à l'obtention du label.

1.3 La part variable en fonction des résultats des E2C

A compter de l'exercice 2020, le financement de chaque E2C doit intégrer une part liée à la performance d'au moins 10 % de l'enveloppe qui sera attribuée en fonction de l'atteinte ou non des objectifs fixés à l'occasion des dialogues de gestion.

¹ Instruction N° DGEFP/MAJE/2018/238 du 29 octobre 2018 relative au développement des écoles de la deuxième chance (E2C) dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC)

Il appartient aux services des DI(R)ECCTE de fixer les modalités de mise en œuvre de cette part variable : pourcentage de part variable, instauration d'un système de bonus/malus, indicateurs (pondérés ou non) et objectifs utilisés pour apprécier la performance. Il est recommandé aux services de s'appuyer sur les cibles nationales que la DGEFP et le CGET ont attribuées au Réseau E2C France ainsi que sur les priorités définies à l'annexe 1.

Pour la répartition des crédits pour l'exercice 2020, les services seront libres de mettre en place ou non cette part variable notamment en fonction des engagements pris à l'occasion des dialogues de gestion réalisés en 2019. La mise en œuvre de cette part variable devra être effective pour l'ensemble des E2C pour les financements accordés en 2021.

2. Le pilotage des écoles de la 2^{ème} chance porté par des indicateurs renouvelés

2.1 Le dialogue de gestion annuel, performance et modèle économique

La précédente génération de CPO a permis de généraliser et de donner un cadre commun à la tenue des dialogues de gestion entre les E2C et les services des DI(R)ECCTE et des DR(D)JSCS. En s'appuyant sur ces acquis, cette nouvelle instruction vise à renforcer le pilotage des E2C tant du point de vue quantitatif au travers de la poursuite du développement des écoles que qualitatif avec la mise à disposition de nouveaux outils de pilotage et d'indicateurs renouvelés.

Le dialogue de gestion annuel est donc le temps fort du pilotage des écoles. La cohérence des cibles et des attendus envers les écoles étant une des clés d'une efficacité accrue, il vous est demandé, autant que possible, de réaliser les dialogues de gestion en commun ou *a minima* en concertation avec les autres financeurs des E2C, notamment le conseil régional.

Le dialogue de gestion doit ainsi permettre, à l'aide de l'outil présenté ci-après et des nouveaux indicateurs, de construire une perspective annuelle pour l'E2C fondée sur des objectifs de performances ambitieux et atteignables en fonction des forces et faiblesses de chaque structure mais également en fonction du contexte territorial et partenarial dans lequel elle évolue.

Le dialogue de gestion est également le temps privilégié pour envisager les perspectives de développement que ce soit par la création de nouveaux parcours sur des sites existants ou de nouveaux sites dépendant d'une même école. Le cas échéant, il appartiendra aux services de l'Etat de juger de la pertinence de ces développements au vu de la situation de l'école, de ses performances et du besoin d'accompagnement des jeunes vis-à-vis de l'offre déjà disponible sur le territoire.

Enfin, le dialogue de gestion doit permettre de s'assurer de la viabilité du modèle économique de l'école, respectueux des engagements portés dans la CPO et s'appuyant sur une pluralité de financeurs dont *a minima* l'Etat et la Région mais aussi des ressources telles que la taxe d'apprentissage ou le Fond social européen permettant de sécuriser le financement des écoles. Dans cet objectif, il est recommandé que l'Etat, en étant à l'initiative de conférence des financeurs, puisse faire émerger ou consolider une vision partagée par l'ensemble des financeurs des E2C.

2.2 La mise à disposition d'un outil de pilotage et d'appui au dialogue de gestion

L'annexe 3 est dédiée au pilotage des E2C à travers les dialogues de gestion conduits par l'Etat. Cet outil constitue un support permettant de décliner les objectifs stratégiques de l'Etat en cibles opérationnelles qui seront pondérées en fonction d'indicateurs de contexte.

Cet outil se décompose donc en trois colonnes :

1) Objectifs assignés par les ministères en charge de l'emploi et de la ville au Réseau E2C France

Ces axes stratégiques qui traduisent les principaux attendus de l'Etat envers les E2C se déclinent en objectifs généraux assortis d'indicateurs de résultats. Ces indicateurs seront, le cas échéant déclinés/spécifiés si un indicateur a besoin d'être précisé (ex : QPV : connaître le nombre de place créées spécifiquement dans les QPV). Des cibles sont fixées sur ces indicateurs pour les années 2020, 2021 et 2022.

2) Objectifs assignés à chaque E2C à l'occasion des dialogues de gestion

Il est demandé de décliner *a minima* les principaux indicateurs nationaux (en tenant compte des données de contexte de la 3^{ème} colonne) : taux de jeunes résidents en QPV, taux de jeunes peu ou pas qualifiés, taux de sortie positive, taux d'ACA, taux de sortie en alternance, taux de contact moyen pendant l'accompagnement post-parcours, taux d'intégration des candidats, taux de départ avant engagement, coût de l'accompagnement.

Les services de l'Etat peuvent autant que de besoin ajouter des objectifs et des cibles aux E2C en fonction des contextes et enjeux locaux.

3) Données de contexte et indicateurs du territoire

Ces données constituent une aide à la décision dans la déclinaison des objectifs fixés nationalement. Les données de contexte pourront être fournies par les services statistiques des DI(R)ECCTE, la Dares ou sont éventuellement disponibles dans le cadre de la CPO des missions locales (ex : nombre de NEET présents sur le territoire).

La déclinaison des cibles nationales en fonction des indicateurs de contexte n'est et n'a pas vocation à être automatique.

2.3 Des indicateurs rénovés permettant la mise en visibilité du parcours du jeune en E2C

Les changements introduits par la nouvelle grille d'indicateurs (annexe 4) sont les suivants :

a) Tableau de bord

Cette nouvelle maquette d'indicateurs comprend un tableau de bord permettant d'avoir une vision synthétique de l'activité et des résultats de chaque école. Ce tableau permet de décomposer chaque « phase » d'un parcours E2C depuis la prescription par un partenaire ou la candidature d'un jeune jusqu'à sa sortie du suivi post-parcours 12 mois après la sortie (voir annexe 5 – schéma type du parcours E2C).

Il permet une vision globale de la performance de chaque structure et d'identifier, le cas échéant, les principales phases de « déperdition » des jeunes.

Les principaux indicateurs liés au parcours du jeune sont décrits de la manière suivante :

- **Jeunes « accueillis » et jeunes « accompagnés ».** La distinction désormais faite entre ces publics tient au fait que chaque année, des jeunes quittent l'E2C pendant la phase d'intégration c'est-à-dire avant d'entrer dans le cœur de l'accompagnement. Ces jeunes ne sont pas pris en compte dans le nombre de sorties permettant le calcul des résultats (sorties positives, dynamiques...). Aussi, afin de pouvoir retracer plus finement les parcours des jeunes en E2C et d'avoir une vision plus conforme de l'assiette sur laquelle sont calculées les sorties, il est ajouté la notion de « jeunes accompagnés » qui correspond aux jeunes ayant signé un contrat d'engagement à l'issue de leurs périodes d'intégration.

NB 1 : Ce nombre de « jeunes accompagnés » ne correspond pas exactement à l'assiette de calcul des résultats car il faut y retrancher les « sorties non maîtrisables ».

NB 2 : Les données sont disponibles en flux annuel, en stock au 1^{er} janvier N et au 31 décembre N ainsi qu'en cumulé correspondant aux jeunes accueillis (stock au 1^{er} janvier + flux d'entrants en année N).

- Le « **nombre de stagiaires reçus en premier entretien** » correspondant au nombre de jeunes candidats ou orientés qui se présentent réellement à l'E2C pour le premier entretien préalable au recrutement. Cet indicateur se décompose en quatre sous-catégories permettant de mettre en lumière les motifs d'absence d'entrée en phase d'intégration :
 - ↳ « dont inéligibilité au dispositif (âge, niveau de diplôme...) »
 - ↳ « dont sortie sur défaut de motivation »
 - ↳ « dont réorientation en dispositif d'accompagnement spécifique »
 - ↳ « autres motifs »
- Les « **stagiaires entrants en période d'intégration** » correspondant à l'indicateur « stagiaires entrants » de la précédente CPO.
- Le « **taux d'intégration** » est le ratio entre les jeunes entrés en accompagnement (c'est-à-dire ayant signé leurs contrats d'engagement) et les jeunes reçus en premier entretien. Ce ratio permet de mesurer le taux de « déperdition » de la phase de recrutement depuis la première étape de « responsabilité de l'E2C » jusqu'à son accompagnement.
Ce taux est ensuite décliné par prescripteurs ce qui permet notamment d'évaluer la qualité de la prescription et des relations avec les partenaires.

Les indicateurs du tableau de bord sont repris et pour certains déclinés/approfondis dans les différents onglets de la maquette d'indicateurs.

b) Sur les caractéristiques des publics

Les caractéristiques des publics sont, comme précédemment, calculées sur le flux des stagiaires accueillis

- les âges moyens à l'entrée ont été resserrés et ne comportent plus que les tranches 16/17ans, 18/21 ans, 22/25 ans et plus de 25 ans ;
- les niveaux nominaux des stagiaires à l'entrée ont été révisés pour être en conformité avec la nouvelle réglementation en vigueur ;
- un indicateur a été ajouté pour identifier les stagiaires E2C signataires d'un contrat d'intégration républicaine (CIR) obligatoire pour toutes personnes primo-arrivantes arrivées sur le territoire français depuis moins de cinq ans ;
- l'indicateur de « **taux d'occupation** » a été supprimé du tableau de bord en raison des difficultés, partagées avec le réseau des E2C, à l'appréhender de manière précise en raison du système d'entrées/sorties continues. Les E2C ayant un fonctionnement par « parcours » et non par « place », il paraît opportun de fixer un objectif de nombre de parcours d'accompagnement effectués (= de jeunes accompagnés).

c) Sur les sorties d'accompagnement

- L'indicateur de **sortie avant engagement de formation** est enrichi de deux sous-indicateurs permettant de retracer l'initiateur de la sortie anticipée du jeune : « sortie à l'initiative de l'école » ou « sortie à l'initiative du jeune ».
- Le nombre d'attestations de compétences acquises (ACA) remises aux stagiaires est calculé sur les sorties d'accompagnement.

d) Sur les résultats d'activité

L'indicateur de « **sortie dynamique** » est maintenu mais sa définition a été révisée afin qu'il ne prenne plus en compte les « réorientations mission locale ». Ainsi, une sortie dynamique correspond désormais exclusivement à un CDD ou intérim de moins de deux mois, à un engagement en service civique, aux réorientations vers les associations avec dispositifs d'insertion spécifiques, aux réorientations vers les dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprise et aux autres solutions de formations pré-qualifiantes.

e) Sur le suivi post-parcours

- Nombre moyen de contacts par stagiaire : le nombre moyen de contacts par stagiaire permet de valoriser la qualité du post-parcours, en évaluant l'accompagnement des stagiaires après leur sortie.
- Taux de contacts moyen en suivi/post parcours : ce taux de contacts de suivi « administratif » permet de garantir la fiabilité des données valorisées par les taux de situations en accompagnement post-parcours.

Par ailleurs, certains indicateurs obsolètes ont été supprimés afin de simplifier et faciliter la lecture. Il s'agit notamment :

- moyennes de cumul des présents et des places occupées ;
- nombre d'occupants par place ;
- nombre de stagiaires suivis par total ETP pédagogique et accompagnement ;
- potentiel maximum de stagiaires présents dans l'année ;
- capacité d'accueil ou le nombre de places installées ;
- taux d'occupation ;
- coût de la place installée ;
- coût de la masse salariale par ETP.

A noter que certains nouveaux indicateurs sont actuellement en cours de développement et pourraient ne pas être disponibles pour l'année 2020. Une information sera faite dans les meilleurs délais sur le calendrier de mise en service par le Réseau des E2C des indicateurs et sur la disponibilité de l'ensemble des données du tableau de bord.

Annexe 3 - Outil de déclinaison des axes stratégiques

DGEFP - Réseau E2C France						
Axes stratégiques						
Axes stratégiques	Objectifs généraux	Indicateurs de résultat	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022
Recruter les jeunes 16-25 ans les plus en difficultés	Assurer une pleine exploitation des places ouvertes	Nombre de places créées dans le cadre du PIC	Place ouvertes en zone QPV			2 000
	Recruter des jeunes issus des QPV	Nombre de jeunes issus des QPV/nombre de jeunes en E2C		40%	40%	40%
	Recruter des jeunes de bas niveau de qualification	Nombre de jeunes de niveau infra 3/nombre de jeunes en E2C				90%

Moyens métiers						
Actions	Sous-actions	Indicateurs opérationnels	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022
Exemple : Diversifier les moyens de recrutement des stagiaires E2C						
Exemple : Multiplier les actions de communication / repérage	Campagne de communication digitale					
Exemple : Développer les partenariats existants avec les autres acteurs de l'insertion	Inscrire, en lien avec les missions locales, le parcours E2C dans le PACEA	* Nombre de partenariats locaux avec les acteurs du SPE * Nombre de jeunes accompagné en E2C en PACEA				

Données du territoire				
	2019	2020	2021	2022
Territoire (zone de recrutement de l'école, en référence aux zones géographiques prédéfinies des ML)				
Caractéristiques démographiques (1)				
A - Population totale				
B - Population jeunes 15-24 ans				
Caractéristiques population jeunes / Education nationale (2)				
C - Nbre de jeunes sortis de l'Education Nationale sans diplôme				
D - Nbre de jeunes décrochés de l'Education nationale				
Caractéristiques population / Emploi (1) (3)				
E - Population active 15-64 ans				
Part de la Population active 15-64 ans (%)				
Part des femmes dans la Population active 15-64 ans (%)				
F - Population active 15-24 ans				
Part de la Population active 15-24 ans (%)				
Part des femmes dans la Population active 15-24 ans (%)				
G - Taux de chômage des 15-64 ans (%) au sens du recensement				
H - Taux de chômage des 15-24 ans (%) au sens du recensement				
Part des femmes dans les chômeurs 15-24 ans (%)				
I - DEFM A,B,C de moins de 26 ans de niveau IV et infra				
dont jeunes filles (%)				
dont jeunes niveau infra V et V sans diplôme (%)				
dont jeunes en ZRR (%)				
dont jeunes en QPV (%)				
Autres indicateurs de territoire utiles laissés à l'appréciation des acteurs				
Nombre de NEET sur le territoire				
...				

Données disponibles auprès du correspondant à la
Drecccte - Sources :
(1) DARES / INSEE / CPO missions locales
(2) RIO statistiques
(3) DARES / CPO missions locales

Axes stratégiques	Objectifs généraux	Indicateurs de résultat	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022
Garantir un haut niveau d'accès à l'emploi / la formation	Augmenter le taux de sortie positive	Nombre de jeunes en sortie positive/nombre de jeunes sortis sur la période	QPV	52%	53%	54%
	Augmenter le nombre d'ACA remise aux stagiaires	Nombre d'ACA délivrée de stagiaires sortis		Minimum 85%		
	Assurer une part importante du parcours en "alternance" en entreprise	* Nombre de PMSMP réalisé * Taux d'alternance en entreprise		Minimum 35%		
	Augmenter le nombre de sorties en apprentissage	Taux de sortie en apprentissage				15%

Actions	Sous-actions	Indicateurs opérationnels	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022

Axes stratégiques	Objectifs généraux	Indicateurs de résultat	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022
Inscrire les E2C dans une démarche d'amélioration continue du service et évaluer l'impact de l'accompagnement	Mesurer la satisfaction des jeunes	Taux de jeunes satisfaits de l'accompagnement E2C	QPV			80%
	Assurer le suivi post-parcours des jeunes en écoles de la deuxième chance	Taux de contact des jeunes en suivi post parcours				60%
		Taux de sorties positives post-parcours				62%
	Déployer l'APC au sein de l'ensemble des écoles du réseau	Nombre de formateur formé à l'APC			Total formateur pédagogique	

Actions	Sous-actions	Indicateurs opérationnels	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022

Axes stratégiques	Objectifs généraux	Indicateurs de résultat	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022
Assurer la mise en dynamique rapide et sans rupture des parcours	Limitier les déperditions de prescription entre les missions locales et les E2C	Taux d'intégration des publics prescrits par les missions locales	QPV			85%
	Améliorer l'intégration des jeunes candidat en E2C	Taux d'intégration				90%
	Garantir une entrée en accompagnement rapide	Durée de la période d'intégration				
	Réduire les départs avant engagement	Taux de sortie avant engagement				10%
	Réduire les sorties anticipées et sans solutions	Taux de sorties sans solution		27%	26%	25%
	Réorientation de la totalité des jeunes sorties vers la mission locale	Nombre de jeunes réorientés				100%

Actions	Sous-actions	Indicateurs opérationnels	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022

Axes stratégiques	Objectifs généraux	Indicateurs de résultat	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022
Optimiser les coûts d'accompagnement	Maintenir les coût d'accompagnement	Montant du coût d'accompagnement				5300 euros
	Augmenter la part des ressources propres dans le budget des E2C	Niveau de collecte de la taxe d'apprentissage				

Actions	Sous-actions	Indicateurs opérationnels	Déclinaisons	Cibles		
				2020	2021	2022

Annexe 4

MAQUETTE DES INDICATEURS DE SUIVI ET DE PERFORMANCE DES E2C

CPO 2019 - 2022

TABLEAU DE BORD

		Indicateurs	Résultats 2018		Objectifs 2020		Objectifs 2021		Objectifs 2022	
En amont	Situation de l'école au 1er janvier	Stagiaires présents en début d'exercice (stock initial) - A	4 574							
		dont stagiaires accompagnés par l'E2C - a	nd	#VALEUR!						
		dont stagiaires en période d'intégration - b	nd	#VALEUR!						
	Phase de recrutement	Nombre de jeunes candidats/préscrits	nd							
		Nombre de jeunes reçus en entretien - premier contact - B	nd							
	Phase d'intégration	Nombre de jeunes accueillis par l'E2C en période d'intégration - C	10 435							
Dont QPV		3 141	30%		40%		40%		40%	
Pendant	Phase d'accompagnement	Nombre de stagiaires entrés en accompagnement (contrat d'engagement signé) - D	nd							
		Taux d'intégration sur l'année - D/B		#VALEUR!					90%	
		Stagiaires présents au 31 décembre N	4 324							
En sortie	Sortie de parcours	Sorties dans l'année	10 386							
		dont sorties non maîtrisables	872	8%						
		dont départs avant engagement	2 146	21%					10%	
		Sorties d'accompagnement <i>Assiette de calcul des résultats</i>	7 368							
		dont sorties positives au jour de la sortie	3 759	51%		52%		53%		54%
		dont sorties dynamiques au jour de la sortie	1 536	21%						
		dont sorties sans solutions au jour de la sortie	2 073	28%		27%		26%		25%
		Nombre d'ACA délivrées	5 063	69%						85%
	Suivi post-parcours	Nombre moyen de contacts par stagiaire	nd							
		Taux de contact en suivi post-parcours	nd							60%
		Situations positives sorties positives après 12 mois d'accompagnement post-parcours	4 423	60%						
	Synthèse de l'activité et des moyens de l'E2C		Nombre de stagiaires accueillis - A + C	15 009					17 009	
			Nombre de stagiaires accompagnés - a + D	#VALEUR!						15 309
Stagiaire accueillis de niveau infra 3 ou 3 non validé			8 225	79%						85%
Stagiaire accueillis de niveau infra 3			5 483	53%						60%
Taux d'alternance				35%						35%
Durée du parcours			6,19 mois							
Dont durée de la période de diagnostic et d'intégration			nd							
Ratio du nombre de stagiaires par ETP			13,4							
Coût par stagiaire accueilli accueilli			5 340 €						5 300 €	

		Indicateurs	Chiffres 2018	% 2018	Dont QPV	dont % QPV	Chiffres 2019	% 2019	Dont QPV	dont % QPV	Chiffres 2020	% 2020	Dont QPV	dont % QPV	Chiffres 2021	% 2021	Dont QPV	dont % QPV	Chiffres 2022	% 2022	Dont QPV	dont % QPV
En amont du parcours	Stagiaires présents en début d'exercice - A		4 574		1 334	29%																
		dont intégrés - a	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		dont en période d'intégration - b	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
	Stagiaires candidats ou prescrits par un partenaire		nd		nd																	
	Stagiaires reçus en premier entretien - premier contact - B		nd		nd																	
		dont provenant des missions locales	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		dont provenant de Pôle emploi	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		dont provenant de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS)	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		dont Candidatures spontanées	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		dont provenant d'autres prescripteurs	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
	Candidatures non retenues																					
		dont inéligibilité administrative au dispositif (âge, niveau de diplôme, autorisation de travail)	nd	nd	nd	#VAEUR!																
		dont sortie sur "défaut de motivation"	nd	nd	nd	#VAEUR!																
		dont réorientation en dispositif d'accompagnement spécifique	nd	nd	nd	#VAEUR!																
		Autres motifs	nd	nd	nd	#VAEUR!																
Stagiaires entrant en période d'intégration - C		10 435		3 141	30%																	
Assiette de calcul des profils du public accueilli																						
Pendant	Stagiaires entrant en accompagnement (signature de l'engagement) - D		nd		nd																	
	Taux d'intégration - D/B			nd		nd																
		par les missions locales	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		par Pôle emploi	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		par la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS)	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		Candidatures spontanées	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
		Autres	nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
	Stagiaires présents en fin d'exercice		4 324		1 335																	
		dont intégrés	nd	nd	nd	nd																
		dont en période d'intégration	nd	nd	nd	nd																
Synthèse	Total stagiaires accueillis - A+C		15 009		4 475																	
	Total stagiaires accompagnés - a+D		#VAEUR!		#VAEUR!																	
Caractéristiques des stagiaires à l'entrée	Genre																					
		Homme	5 453	52%	1 570	29%																
		Femme	4 982	48%	1 571	32%																
	Age moyen à l'entrée		20,4		20,5																	
		de 16 à 17 ans	1 369	13%	337	25%																
		de 18 à 21 ans	nd	nd	nd	#VAEUR!																
		de 22 à 25 ans	nd	nd	nd	#VAEUR!																
		26 ans et +	464	4%	128	28%																
	Nationalité																					
		Nationalité française	8 640	83%	2 486	29%																
		Autre nationalité de l'Union européenne	348	3%	123	35%																
		Autre nationalité	1 447	14%	532	37%																
	Niveau nominal des stagiaires à l'entrée																					
		Niveau infra 3	5 483	53%	1641	30%																
		Niveau 3 non validé	2 742	26%	833	30%																
		Niveau 3 validé	664	6%	198	30%																
		Niveau 4 non validé	1 546	15%	469	30%																
	Signataire du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR)		nd	#VAEUR!	nd	#VAEUR!																
	Travailleurs en situation de handicap (reconnaissance T.H)		517	5%	124	24%																
	Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an		713	7%	193	27%																
Stagiaires sans expérience professionnelle		8 416	81%	2 663	32%																	

RESULTAT DES E2C	
------------------	--

[illegible]

Résultats à la sortie du dispositif	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

[illegible]

Résultats intégrant l'accompagnement post-parcours

[illegible]

Données financières 2018 - 2019

I - SYNTHESE DES CHARGES	Réel 2018	Réel 2019	2019 En % du budget
Produits d'entretien & matières d'oeuvre			#DIV/0!
Fournitures de bureau			#DIV/0!
Photocopies			#DIV/0!
CONSOMMABLES	-	-	#DIV/0!
Petit outillage, matériel & documentation pédagogique			#DIV/0!
Voyages pédagogiques et déplacements stagiaires			#DIV/0!
PEDAGOGIE	-	-	#DIV/0!
Honoraires			#DIV/0!
Personnel extérieur à l'association			#DIV/0!
Assurances			#DIV/0!
HONORAIRES ET FRAIS ADM.	-	-	#DIV/0!
Publicité publications relations Publiques			#DIV/0!
Frais de rencontres colloques séminaires conférences			#DIV/0!
COMMUNICATION	-	-	#DIV/0!
Voyages & déplacements			#DIV/0!
Missions Réception			#DIV/0!
Carburants véhicules			#DIV/0!
DEPLACEMENTS & MISSIONS	-	-	#DIV/0!
POSTE ET TELECOM			#DIV/0!
ENERGIE			#DIV/0!
Crédit bail et locations immobilières			#DIV/0!
Crédit bail et locations mobilières			#DIV/0!
Entretien et réparations immobilières			#DIV/0!
Entretien et réparations mobilières			#DIV/0!
Maintenance			#DIV/0!
Petit équipement services généraux			#DIV/0!
Nettoyage des locaux			#DIV/0!
LOCATIONS ENTRETIEN ET NETTOYAGE.	-	-	#DIV/0!
Opérateurs et sous-traitants pédagogiques			#DIV/0!
Animations socio-culturelles			#DIV/0!
FORMATIONS EXTERNALISEES	-	-	#DIV/0!
Impôts et taxes			#DIV/0!
Total rémunérations			#DIV/0!
Charges salariales et sociales			#DIV/0!
5. MASSE SALARIALE	-	-	#DIV/0!
Charges de gestion courantes			#DIV/0!
Charges financières			#DIV/0!
Dotations aux provisions, amortissements et fonds dédiés			#DIV/0!
AUTRES CHARGES	-	-	#DIV/0!
TOTAL CHARGES COMPTABLES (hors mises à disposition)	-	-	#DIV/0!
Mise à disposition gratuite de locaux & matériels			#DIV/0!
Personnel			#DIV/0!
Autres			#DIV/0!
EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-	#DIV/0!
4. TOTAL DES CHARGES INCORPOREES AU CALCUL DES COUTS	-	-	#DIV/0!
Charges exceptionnelles			
TOTAL CHARGES COMPTABLES (y compris mises à disposition)	-	-	
Excédent de fonctionnement			

Nom de l'Ecole

Date

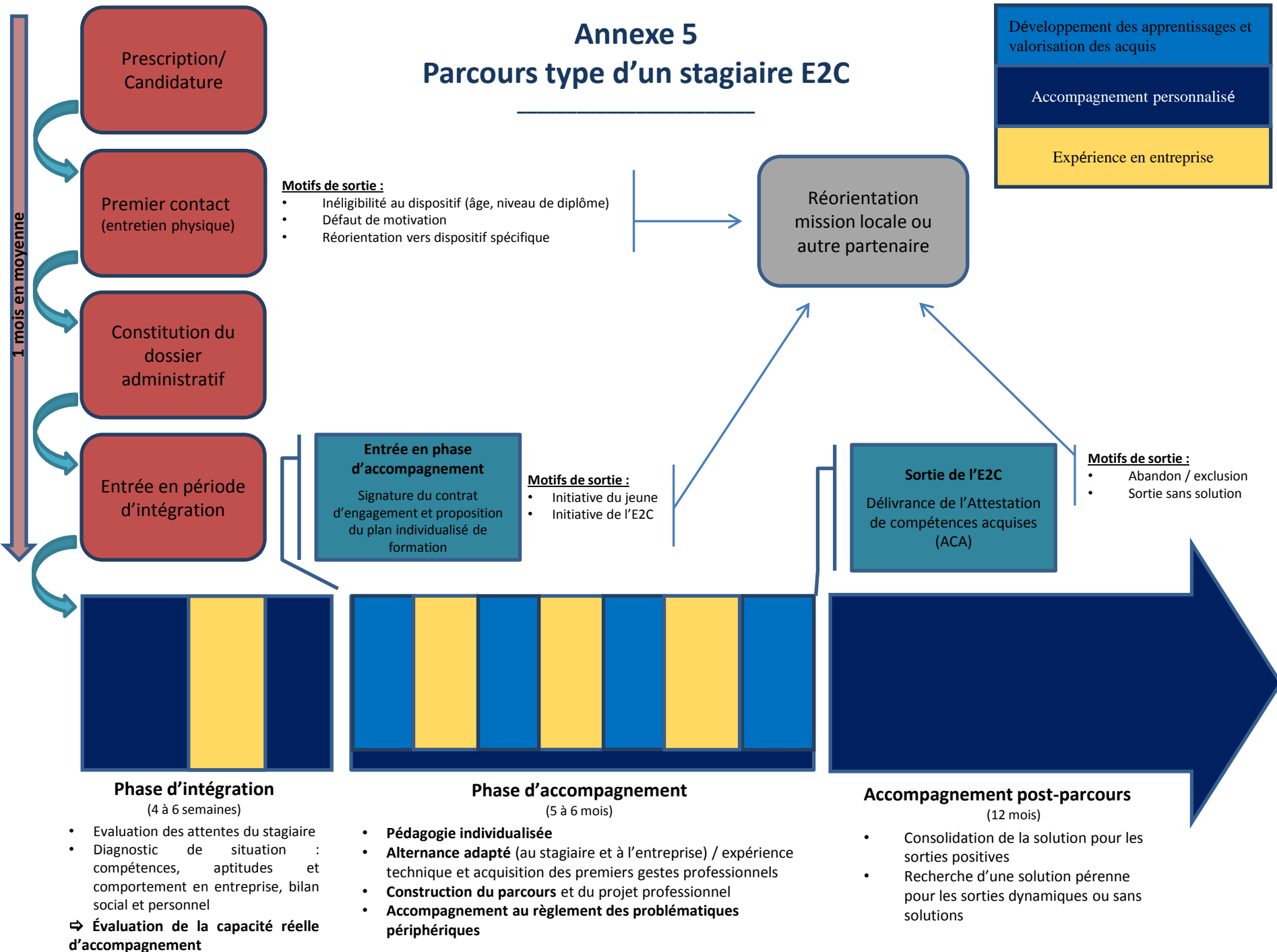
Date du jour

II - SYNTHESE DES PRODUITS	Réel 2018	Réel 2019	2019 En % du budget
VENTES (Produits, services, marchandises)			#DIV/0!
Région			#DIV/0!
FSE en direct			#DIV/0!
FSE par la Région			#DIV/0!
Etat (emploi - DIRECCTE)			#DIV/0!
Etat (Ville - CGET)			#DIV/0!
Etat autres			#DIV/0!
Sous-total Etat	-	-	#DIV/0!
Départements			#DIV/0!
Collectivités locales			#DIV/0!
Taxe d'Apprentissage			#DIV/0!
Organismes sociaux et emplois aidés			#DIV/0!
Autres subventions			#DIV/0!
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	-	-	#DIV/0!
Autres produits de gestion courante			#DIV/0!
Produits financiers			#DIV/0!
Reprises provisions, amortissements et fonds dédiés			#DIV/0!
AUTRES PRODUITS	-	-	#DIV/0!
TOTAL PRODUITS COMPTABLES (hors mises à disposition)	-	-	#DIV/0!
CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE			#DIV/0!
SOUS TOTAL PRODUITS	-	-	#DIV/0!
Produits exceptionnels			
TOTAL DES PRODUITS	-	-	
Déficit de fonctionnement			
Si vous bénéficiez de locaux non valorisés dans vos comptes en contribution en nature, indiquez leur valeur locative estimée	-	-	#DIV/0!
Si vous bénéficiez de personnels non valorisés dans vos comptes en mise à disposition, indiquez l'évaluation de leur coût charges sociales incluses	-	-	#DIV/0!

Personnels ETP	Base Réseau E2C France 2018	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Réel 2022	Evolution
Effectifs personnel ETP	1 116					
Estimation des effectifs ETP des formations externalisées	61					
Total ETP	1 177	-	-			
<i>Dont ETP Accompagnement et Pédagogie</i>	nd					
<i>Ratio du nombre de stagiaires par ETP</i>	13,4					
Coûts	Base Réseau E2C France 2018	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Réel 2022	Evolution
Total des charges incorporés au calcul des coûts	80 150 311 €					
Masse salariale	52 936 022 €					
Coût par stagiaire accueilli	5 340 €					
Coût par stagiaire accompagné	nd					
Autres informations	Base Réseau E2C France 2018	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Réel 2022	Evolution
Estimation des allocations versés aux stagiaires accompagnés dans l'année	21 670 709 €					

Annexe 5

Parcours type d'un stagiaire E2C



Annexe 6

Guide et définitions des indicateurs

**Convention pluriannuelle d'objectifs Etat/E2C
2019-2022**

PUBLIC DES E2C			
Nota : tous les indicateurs présentent une déclinaison "Dont QPV". Cette déclinaison présente deux informations : la première correspond au nombre de jeunes issus des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville dans la catégorie. La seconde correspond au pourcentage que ces jeunes représentent dans ladite catégorie. L'information relative au lieu de résidence est inscrite dans le Système d'Information et automatiquement transférée au SIG - Ville qui valide la résidence en QPV.			
	Indicateurs	Définitions liées	Règle de calcul
En amont du parcours	Stagiaires présents en début d'exercice - A	Nombre de stagiaires déjà présent au centre au 1er janvier (intégré au cours de l'exercice précédent)	Nombre de stagiaires présents en stock au titre de l'année étudiée
	dont intégrés - a	Nombre de stagiaires déjà présent en centre au 1er janvier (intégré au cours de l'exercice précédent) et ayant signé le contrat d'engagement	Taux de stagiaires déjà intégrés : nombre de stagiaires ayant signé le contrat d'engagement en début d'exercice / nombre total de stagiaires présents en début d'exercice
	dont en période d'intégration - b	Nombre de stagiaires déjà présent en centre au 1er janvier (intégré au cours de l'exercice précédent) et n'ayant pas signé le contrat d'engagement	Taux de stagiaires en période d'intégration : nombre de stagiaires n'ayant pas signé le contrat d'engagement en début d'exercice / nombre total de stagiaires présents en début d'exercice
	Stagiaires candidats ou prescrits par un partenaire	Nombre total de stagiaires prescrits (ou positionnés) ou ayant candidaté à une intégration en E2C : volume total de candidats orientés vers l'E2C, présent ou absent à chacune des étapes de l'intégration	/
	Stagiaires reçus en premier entretien - premier contact - B	Nombre total de stagiaires ayant réalisé un entretien de motivation / de recrutement	/
	dont provenant des missions locales	Origine identifiée de l'orientation en E2C	Taux par source : nombre de candidat par source / nombre total de stagiaires reçus en entretien - premier contact
	dont provenant de Pôle emploi		
	dont provenant de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS)		
	dont Candidatures spontanées		
	dont provenant d'autres prescripteurs	Motif de non-intégration retenu	Taux par motif de non-intégration : nombre de candidatures non retenues par motif / nombre total de candidatures non retenues
	Candidatures non retenues		
	dont sortie sur "défaut de motivation"		
	dont réorientation en dispositif d'accompagnement spécifique		
	Autres motifs		
	Stagiaires entrant en période d'intégration - C	Total des stagiaires entrants en période de diagnostic et d'intégration dans l'année	Taux de stagiaires entrants : nombre de stagiaires entrants / nombre total de stagiaires accueillis
	Assiette de calcul des profil du public accueilli		
Pendant	Stagiaires entrant en accompagnement (signature de l'engagement)	Nombre total de stagiaires ayant validé la période de diagnostic et d'intégration et ayant signé un contrat d'engagement dans l'année	/
	Taux d'intégration - D/B	Taux de stagiaires entré en phase d'accompagnement sur le nombre de jeune en premier contact avec l'école (ayant signé un contrat d'engagement, au global puis par source)	Taux d'intégration global : nombre total de stagiaires ayant signé un contrat d'engagement dans l'année / Nombre total de stagiaires ayant réalisé un entretien de motivation
	par les missions locales		
	par Pôle emploi		
	par la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS)		
	Candidatures spontanées	Nombre total de stagiaires présents au 31 décembre (en fin d'exercice)	Taux de stagiaires présents en fin d'exercice : nombre de stagiaires présents en fin d'exercice / nombre total de stagiaires accueillis
	Autres		
Synt hèse	Stagiaires présents en fin d'exercice	Nombre de stagiaires déjà présent en centre au 31 décembre et ayant signé le contrat d'engagement	Taux de stagiaires déjà intégrés : nombre de stagiaires ayant signé le contrat d'engagement avant la fin de l'exercice / nombre total de stagiaires présents en fin d'exercice
	dont intégrés	Nombre de stagiaires déjà présent en centre au 31 décembre et n'ayant pas signé le contrat d'engagement	Taux de stagiaires en période d'intégration : nombre de stagiaires n'ayant pas signé le contrat d'engagement avant la fin de l'exercice / nombre total de stagiaires présents en fin d'exercice
	dont en période d'intégration		
Caractéristiques des stagiaires à l'entrée	Total stagiaires accueillis - A+C	Nombre total de stagiaires présent au moins un jour en E2C au cours de l'exercice	Total de stagiaires présents en début d'exercice + total de stagiaires entrant en période d'intégration
	Total stagiaires accompagnés - a+D	Nombre total de stagiaires accompagnés (ayant signé leur contrat d'engagement)	Total des stagiaires présents en début d'exercice et ayant signé leur contrat d'engagement avant le 1er janvier + total de stagiaires ayant signé leur contrat d'engagement au cours de l'année
	Genre	/	/
	Homme	/	Taux par catégorie : nombre total de la catégorie / nombre total de stagiaires entrant en période d'intégration
	Femme	/	
	Age moyen à l'entrée	âge moyen des stagiaires à l'entrée (depuis la date de naissance au premier jour d'intégration)	
	de 16 à 17 ans	/	
	de 18 à 21 ans	/	
	de 22 à 25 ans	/	
	26 ans et +	/	
	Nationalité	/	
	Nationalité française	Stagiaire justifiant d'une pièce d'identité française	
	Autre nationalité de l'Union européenne	Stagiaire justifiant d'une pièce d'identité d'un autre pays de l'Union Européenne	
	Autre nationalité	Stagiaire justifiant d'un titre de séjour avec autorisation de travail	
	Niveau nominal des stagiaires à l'entrée	/	
	Niveau Infra 3	Couvre les anciennes catégories VI et V bis, et plus globalement tous les niveaux de scolarité inférieur au Niveau 3 non validé ainsi que les scolarité à l'étranger sans équivalence	
	Niveau 3 non validé	Deuxième année de CAP, BEP ou équivalent / lycée ou bac professionnel seconde et première	
	Niveau 3 validé	Diplôme CAP, BEP ou équivalent obtenu et présenté	
	Niveau 4 non validé	Dernière année de secondaire, diplôme non obtenu (filières générales ou professionnelles)	
	Signataire du Contrat d'Intégration Républicaine (CiR)	Contrat d'Intégration Républicaine signé en amont du parcours	
	Travailleurs en situation de handicap (reconnaissance T.H)	Bénéficiaire de la RQTH avant l'intégration ou au cours du parcours	
	Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an	Inscrit sur les listes de Pôle Emploi depuis plus d'un an	
	Stagiaire sans expérience professionnelle	Stagiaire ne pouvant justifier d'une première expérience professionnelle	

RESULTAT DES E2C

Nota : tous les indicateurs présentent une déclinaison "Dont QPV". Cette déclinaison présente deux informations : la première correspond au nombre de jeunes issus des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville dans la catégorie et la seconde le pourcentage que ces jeunes représentent dans ladite catégorie

Indicateur	Définitions liées	Règle de calcul
Stagiaires sortis pendant la période	Nombre total de stagiaires sortis durant l'année, toutes sorties confondues	Nombre total de sorties non-maîtrisables + nombre total de départs avant engagement + nombre total de stagiaires sortis d'accompagnement
dont sorties non maitrisables	Nombre total de stagiaires sortis pour l'un des motifs décliné ci-dessous	Taux par motif de sortie : nombre de stagiaires concernés par la situation / total des stagiaires sortis durant la période
dont décès	Motif de la sortie non-maîtrisable	
dont déménagement		
dont mesures justice		
dont maladie		
dont maternité		
dont départ avant engagement de formation	Nombre total de stagiaires sortis durant la période de diagnostic et d'intégration	
dont sortie à l'initiative de l'école	Motif du départ avant engagement	
dont sortie à l'initiative du jeune		
Nombre total de stagiaires sortis d'accompagnement Assiette de calcul des résultats	Nombre total de stagiaires sortis d'accompagnement (hors sorties non-maîtrisables et départs avant engagement)	/
Taux d'alternance en entreprise	Taux de présence moyen des stagiaires en entreprise au cours de leurs parcours	Nombre d'heures réalisé en entreprise / nombre total d'heures de formation
Durée moyenne de parcours	/	Moyenne de la durée de parcours des stagiaires sortis de parcours ayant signé leur contrat d'engagement (date de sortie - date d'entrée)
Dont période d'intégration	Durée moyenne de la période d'intégration	Moyenne de la durée d'intégration des stagiaires sortis ayant signé leur contrat d'engagement (date de signature du contrat d'engagement - date d'entrée)
Nombre d'Attestations de compétences acquises délivrées	Nombre total de stagiaires pour lesquels une Attestation de Compétences Acquisées a été délivrée	Taux de remise des ACA : nombre total d'attestation de compétences acquises délivrées / nombre total de stagiaires sortis d'accompagnement
Résultats à la sortie du dispositif	Motif de la sortie du stagiaire avec preuve de la situation disponible	
Sorties positives	/	Nombre total de stagiaires concernés par le motif de sortie / nombre total de stagiaires sortis d'accompagnement
En formations qualifiantes ou diplômantes	dont POE, formation préqualifiantes inscrites au PRF, microlycées, formations inscrites au RNCP	
En contrats de travail	/	
dont CDI	dont ADS, "engagés volontaires"...	
dont CDD (+ interim) de 6 mois et +	dont AFPR suivi d'un CDD de plus de 6 mois	
dont CDD (+ interim) de 2 mois à 6 mois	dont AFPR suivi d'un CDD de moins de 6 mois	
En contrats de travail en alternance	/	
dont contrat d'apprentissage	/	
dont contrat de professionnalisation	/	
En contrats de travail "aidés"	dont ESAT, CDDI	
En création d'entreprises	/	
Sorties dynamiques	/	
dont CDD ou intérim < 2 mois	dont AFPR suivi d'un CDD de moins de 2 mois	
dont Service civique	Comprend service volontaire européen	
dont réorientation vers des stuctures d'insertion spécifiques	dont AI, AJ, Cap emploi, SMA, SMV, Avenir jeune...	
dont réorientation vers un dispositif d'accompagnement pour la création d'entreprise	/	
dont autres solutions formations préqualifiantes	Dont EPIDE	
Sorties sans solution	/	
dont abandons pendant le parcours	/	
dont exclusions pendant le parcours	/	
dont fins de parcours sans solution (FPSS)	/	
Résultats après suivi post-parcours de 12 mois		
Taux de contact moyen en suivi post-parcours	Taux de contact moyen constaté dans le cadre de l'activité d'accompagnement post-parcours	Moyenne des taux de contact (nombre de stagiaires contactés / nombre de stagiaires concernés par l'étape) des 4 étapes obligatoires d'accompagnement post-parcours
Nombre moyen de contacts par stagiaire	/	Moyenne du nombre de contact en accompagnement post-parcours (tous contacts confondus)

ETP / Jeunes / Coûts

Indicateur	Définitions liées
Personnels ETP	
Effectifs personnel ETP	/
Estimation des effectifs ETP des formations externalisées	/
Total ETP	/
<i>Dont ETP Accompagnement et Pédagogie</i>	/
Ratio du nombre de stagiaires par ETP	Rapport "nombre de stagiaires accueillis / Total ETP"
Coûts	
Total des charges incorporés au calcul des coûts	/
Masse salariale	/
Coût par stagiaire accueilli	Rapport "total des charges incorporé au calcul des coûts / nombre de stagiaires accueillis"
Coût par stagiaire accompagné	Rapport "total des charges incorporé au calcul des coûts / nombre de stagiaires accompagnés"
Autres informations	
Estimation des allocations versés aux stagiaires présents dans l'année	Calculée sur la base du nombre de stagiaires accompagnés * durée de parcours * 350€

GLOSSAIRE

Définitions générales :

Jeunes candidats ou prescrits : candidat à l'E2C ayant été prescrit par un partenaire de l'école ou jeune ayant manifesté son intérêt pour intégrer l'école. A ce stade, le jeune n'a pas encore eu de contact direct avec l'école.

Jeunes reçus en premier entretien : premier contact direct entre le jeune candidat à l'E2C à l'occasion d'un entretien physique de motivation visant à déterminer si le jeune est éligible ou non au parcours E2C.

Jeunes accueillis en E2C : correspond aux jeunes physiquement présents à l'E2C en phase d'intégration. Ils sont considérés et rémunérés comme stagiaires de la formation professionnelle mais n'ont pas encore signé de contrat d'engagement.

Le contrat d'engagement : est signé par le jeune à l'issue de sa période d'intégration. Celui-ci comprend son plan de formation personnalisé et les grandes étapes de son accompagnement E2C.

Jeunes accompagnés : correspond aux jeunes qui ont signé leur contrat d'engagement et sont donc accompagnés par l'E2C. Dès lors les jeunes font partie de l'assiette de calcul des résultats (sorties positives, dynamiques ou sans solution) sauf s'ils terminent leur parcours dans la catégorie des « sorties non maîtrisables » qui ne relève pas de la responsabilité de l'E2C.

Durée moyenne du parcours : Il s'agit de la durée réelle moyenne (en mois) du parcours des jeunes sortis dans l'année, la base de calcul étant : du jour de leur entrée dans l'école en phase d'intégration jusqu'au jour de leur sortie.

Durée moyenne de la phase d'intégration : Il s'agit de la durée réelle moyenne (en mois) de présence des jeunes en période d'intégration depuis leur entrée effective jusqu'à la signature de leur contrat d'engagement.

Expériences professionnelles : l'expérience professionnelle d'un stagiaire n'est comptabilisée qu'à partir d'une période de travail de plus d'un mois et quel que soit le type de contrat (alternance, CDD, CDI, intérim). Celui-ci s'apprécie sur la base d'un déclaratif des jeunes à leur entrée en phase d'intégration sans demande de pièces justificatives.

Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an : sont ainsi désignés les jeunes enregistrés à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Définitions liées aux prescripteurs :

Une prescription par **une mission locale** se traduit nécessairement par un document du type fiche de liaison entre les deux opérateurs.

Une prescription par **Pôle emploi** se traduit nécessairement par un document du type fiche de liaison entre les deux opérateurs.

Sont considérées comme **candidatures spontanées** les inscriptions basées sur une information obtenue par la famille, les amis (cooptation), la presse écrite ou orale, Internet...

Les autres prescripteurs incluent les acteurs locaux du type associations de quartier ou les organismes sociaux ou les JDC...

Définitions liées aux niveaux d'études à l'entrée :

La nomenclature utilisée pour qualifier le niveau de qualification des jeunes au moment de leur entrée en E2C est celle définie par le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles.

Niveau Infra 3 : sorties du système scolaire sans aucun diplôme.

Niveau 3 non validé : sorties de la scolarité en première ou seconde de l'enseignement général ou en dernière année de BEP/CAP ou équivalent sans diplôme.

Niveau 3 validé : sorties de la scolarité après l'obtention du CAP ou BEP.

Niveau 4 non validé : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire général ou technologique sans le baccalauréat.

Définitions liées aux sorties :

I – Les départs avant engagement de formation : il s'agit du nombre de jeunes qui abandonnent pendant (ou au terme de) la période d'intégration.

II - Les sorties non maîtrisables : les sorties non maîtrisables ne sont comptabilisées qu'après la période d'essai.

Les sorties non maîtrisables additionnent :

- Les déménagements ;
- Les décès ;
- Les mesures justice ;
- Les arrêts de parcours pour raisons de santé ;
- Les arrêts de parcours pour maternité.

Il s'agit bien d'un *arrêt* et non pas d'une *interruption* de parcours : les stagiaires concernés ne sont plus inscrits à l'E2C. Ces situations sont mesurées tout au long du parcours des jeunes, après la fin de la période d'essai ou d'intégration.

Les départs avant engagement de formation et les sorties non maîtrisables ne sont pas pris en compte dans le total des sorties (en dénominateur) pour le calcul des taux de sorties positives, dynamiques, anticipées et fins de parcours sans solution.

III - Les fins de parcours sans solution (FPSS) : ce type de sorties correspond au départ d'un stagiaire suite à l'arrivée à échéance de son contrat de formation. Le non renouvellement du contrat peut être à l'initiative du stagiaire ou de l'école.

IV - Les sorties anticipées :

- *À l'initiative de l'école ou exclusion*
- **Résiliation par l'école :** suite à l'identification de problèmes ne pouvant être traités dans l'École et nécessitant une réorientation vers des structures plus adaptées (par exemple : handicap, degré 1 d'illettrisme, addictions sévères, etc.), le directeur de l'Ecole sur avis du référent et de l'équipe pédagogique peut décider de mettre fin au contrat du jeune.

- **Exclusion définitive** : en cas de non-respect des obligations contractuelles par le stagiaire et de violation du règlement intérieur, il peut être mis fin au contrat avant son terme. L'exclusion définitive est la sanction disciplinaire la plus élevée que peut prendre l'École à l'encontre d'un stagiaire.
- **Radiation administrative (absences irrégulières)** : les absences irrégulières en trop grand nombre ne permettent pas au stagiaire de tirer un profit maximum du parcours proposé. L'assiduité est l'une des obligations contractuelles du stagiaire, c'est pourquoi le cumul d'absences irrégulières peut mener à une résiliation du contrat.
 - *À l'initiative du stagiaire ou abandon*
- **Démission** : le stagiaire peut à tout moment faire le choix de renoncer au contrat de formation et quitter l'école. La démission est un acte librement effectué et qui doit donner lieu à un écrit du stagiaire remis à l'école et conservé.
- **Non-retour après suspension** : le non-retour d'un stagiaire après une suspension de contrat contrevient à l'obligation contractuelle d'assiduité qui lui est faite et constitue un motif de résiliation de contrat de formation.

V - Les sorties dynamiques : les sorties dynamiques permettent de valoriser la poursuite d'un parcours d'insertion d'un stagiaire ainsi que le travail effectué par l'école même si celui-ci ne donne pas lieu, dès à présent, à une insertion professionnelle.

- *En emploi*
 - **CDD < 2 mois** : cette catégorie regroupe les contrats dont la durée est inférieure à 2 mois.
 - **Intérim < 2 mois** : cette catégorie regroupe les contrats d'intérim dont la durée cumulée est inférieure à 2 mois.
 - **Volontaire service civique** : cette catégorie regroupe les stagiaires signant un contrat de volontariat en service civique auprès d'une structure agréée.
 - *En réorientation (à l'appui d'une fiche de liaison ou de tout autre document dans une logique de preuve)*
- **Association intermédiaire** : cette catégorie regroupe les contrats proposés par des associations intermédiaires de très courte durée et/ou de faible volume horaire.
- **Dispositif de suivi des personnes présentant un handicap** : cette catégorie regroupe l'ensemble des entrées dans une structure dispensant un accompagnement social et/ou professionnel de personnes présentant un handicap (foyer de vie, Cap emploi...).
- **Dispositifs d'insertion** : cette catégorie regroupe l'ensemble des entrées dans une structure d'insertion prenant en charge un suivi ou un accompagnement social et/ou professionnel d'adultes en difficulté (SMA, SMV, Avenir Jeune, plateforme de remobilisation régionale, etc.)

- **Centre/foyer maternel, CHRS** : cette catégorie regroupe les poursuites de parcours au sein de structures spécialisées dans une prise en charge de type médico-sociale liée au logement, liée à la parentalité...etc.

- *En formation*

- **Autres formations pré-qualifiantes** : cette catégorie regroupe les formations ne prévoyant pas l'acquisition d'une qualification ou d'un diplôme reconnu (dont les centres EPIDE). Ces actions de formation peuvent être, par exemple, pré-qualifiantes ou préparer à un concours...

VI - Les sorties positives : les sorties positives constituent les résultats d'insertion des écoles et sont comptabilisées pour les jeunes ayant signé leur contrat de formation.

- *En emploi durable*

- **CDI : cette catégorie regroupe les contrats à durée indéterminée.**
 - Contrats d'engagement, « Engagés volontaires » sont généralement conclus pour une durée de 5 ans (notamment dans l'armée de terre) et sont donc associés aux CDI - tout comme les contrats liant les stagiaires avec la gendarmerie nationale ;
 - Les contrats d'adjoints de Sécurité (ADS) avec la Police nationale (y compris PAF) sont des CAE de 5 ans et sont associés aux CDI ;
- **CDD ≥ 6 mois** : cette catégorie regroupe l'ensemble des contrats dont la durée est égale ou supérieure à 6 mois
 - L'AFPR, Action de formation préalable au recrutement, s'accompagne en général d'un engagement type CDD. Elle est donc comptabilisée comme un contrat à durée déterminée en fonction de sa durée réelle. (Stage d'expérience professionnelle traité de la même façon).
- **intérim ≥ 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats d'intérim dont la durée cumulée est égale ou supérieure à 6 mois.
- **Contrat aidé en CDI** : cette catégorie regroupe les contrats aidés dont la durée est indéterminée (ex : emploi d'avenir...).
- **Contrat aidé ≥ 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats aidés dont la durée est égale ou supérieure à 6 mois (ex : CUI-CAE, CUI-CIE, emploi d'avenir...) quel que soit l'employeur, dont les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).
- **Contrat d'apprentissage** : cette catégorie regroupe les contrats d'apprentissage.
- **Contrat de professionnalisation** : cette catégorie regroupe les contrats de professionnalisation.
- **Création d'entreprise** : cette catégorie regroupe les créations ou reprises d'entreprises.

▪ *Autres sorties positives*

- **CDD \geq 2 mois et $<$ 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats dont la durée est égale ou supérieure à 2 mois et inférieure à 6 mois
 - L'AFPR, Action de formation préalable au recrutement, s'accompagne en général d'un engagement type CDD. Elle est donc comptabilisée comme un contrat à durée déterminée en fonction de sa durée réelle. (Stage d'expérience professionnelle traité de la même façon).
- **Intérim \geq 2 mois et $<$ 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats d'intérim dont la durée cumulée est égale ou supérieure à 2 mois et inférieure à 6 mois.
- **Contrat aidé \geq 2 mois et $<$ 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats aidés dont la durée cumulée est égale ou supérieure à 2 mois et inférieure à 6 mois (ex : CUI CIE) quel que soit l'employeur.
- **Formation diplômante, qualifiante ou initiale** : cette catégorie est constituée des formations qualifiantes, diplômantes ou de la reprise d'un cursus scolaire initial.

Sont considérées comme des « sorties positives en formation qualifiante ou diplômante » :

- une formation pré-qualifiante relevant de la partie qualifiante des programmes régionaux de formation ou PRF (sas d'entrée en qualification) ;
- une entrée en formation qualifiante de niveau V (titres, formations professionnelles...) ou diplômante (quelques BEP encore, des CAP) ;
- une entrée en formation qualifiante de niveau IV (titres, formations professionnelles...) ou diplômante (DAEU, BAC Pro ou général) ;
- une éventuelle entrée en formation au-delà du niveau IV validé.
- une intégration en micro-lycée : qualifiante ou diplômante.